

Brochure n° 3037

Convention collective nationale

IDCC : 1921. – **PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE**

AVENANT N° 30 DU 10 AVRIL 2008
RELATIF À L'ALLOCATION DE FIN DE CARRIÈRE
ET À LA VALEUR DU POINT

NOR : *ASET0850659M*

IDCC : 1921

Entre :

La chambre nationale des huissiers de justice ;

L'union nationale des huissiers de justice,

D'une part, et

Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires
CSFV-CFTC ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études et prévention
CGT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services
(FNECS) CGC ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions de l'annexe II de la convention collective nationale du
personnel des huissiers de justice relatives au règlement du régime de l'allocation de fin de carrière sont modifiées comme suit.

Article 1^{er}

Le 3^e alinéa de l'article 2 de l'annexe II :

« Au-delà de la vingtième année, ce taux est augmenté de 4 % par année d'affiliation, l'année à retenir étant à décompter à partir du 6^e mois, dans la limite de 45 années d'activité dans la profession. »

est remplacé par les dispositions suivantes :

<p style="text-align: center;">ANCIENNE RÉDACTION Article 2 « Liquidation »</p>	<p style="text-align: center;">NOUVELLE RÉDACTION Article 2 « Liquidation »</p>
<p>Pour la liquidation de l'allocation de fin de carrière, seules les périodes contributives sont prises en compte.</p> <p>L'allocation est calculée sur la moyenne annuelle de la rémunération effective des 3 meilleures années consécutives de carrière dans la profession, selon les bases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 ans à 12 ans et 6 mois : 5 % ; - 12 ans 7 mois à 13 ans 6 mois : 8 % ; - 13 ans 7 mois à 14 ans 6 mois : 11 % ; - 14 ans 7 mois à 15 ans 6 mois : 14 % ; - 15 ans 7 mois à 16 ans 6 mois : 17 % ; - 16 ans 7 mois à 17 ans 6 mois : 20 % ; - 17 ans 7 mois à 18 ans 6 mois : 24 % ; - 18 ans 7 mois à 19 ans 6 mois : 28 % ; - 19 ans 7 mois à 20 ans : 32 % ; <p>- au-delà de la 20^e année, ce taux est augmenté de 4 % par année d'affiliation, l'année à retenir étant à décompter à partir du 6^e mois, dans la limite de 45 années d'activité dans la profession.</p> <p>Le montant maximum de l'allocation versée ne peut excéder l'équivalent de 8 000 fois la valeur du point de la convention collective nationale.</p> <p>Toutefois, cette indemnité maximum ne doit pas être inférieure à l'indemnité de départ en retraite définie par les textes réglementaires.</p>	<p>Pour la liquidation de l'allocation de fin de carrière, seules les périodes contributives sont prises en compte.</p> <p>L'allocation est calculée sur la moyenne annuelle de la rémunération effective des trois meilleures années consécutives de carrière dans la profession, selon les bases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 ans à 12 ans et 6 mois : 5 % ; - 12 ans 7 mois à 13 ans 6 mois : 8 % ; - 13 ans 7 mois à 14 ans 6 mois : 11 % ; - 14 ans 7 mois à 15 ans 6 mois : 14 % ; - 15 ans 7 mois à 16 ans 6 mois : 17 % ; - 16 ans 7 mois à 17 ans 6 mois : 20 % ; - 17 ans 7 mois à 18 ans 6 mois : 24 % ; - 18 ans 7 mois à 19 ans 6 mois : 28 % ; - 19 ans 7 mois à 20 ans : 32 % ; <p>- au-delà de la 20^e année, ce taux est augmenté de 2 % par année d'affiliation, l'année à retenir étant à décompter à partir du 6^e mois, dans la limite de 45 années d'activité dans la profession.</p> <p>Le montant maximum de l'allocation versée ne peut excéder l'équivalent de 8 000 fois la valeur du point de la convention collective nationale.</p> <p>Toutefois, cette indemnité maximum ne doit pas être inférieure à l'indemnité de départ en retraite définie par les textes réglementaires.</p>

Article 2

Le premier alinéa de l'article 5 de l'annexe II qui indique que : « Le fonds collectif AFC est doté au 1^{er} janvier 2004 d'une somme égale à la provision mathématique constituée au 31 décembre 2003 par la CARCO au titre de sa garantie du règlement de l'allocation de fin de carrière en vigueur à cette date, soit 4 091 830 €. » est supprimé.

Les dispositions de l'article 5 de l'annexe II prévoyant que les cotisations versées dans l'exercice en application de l'article 6 ci-après, nettes des frais de gestion fixés forfaitairement à 15 % des cotisations, sont modifiées comme suit.

<p>ANCIENNE RÉDACTION Article 5 « Le fonds collectif AFC »</p>	<p>NOUVELLE RÉDACTION Article 5 « Le fonds collectif AFC »</p>
<p>Le fonds collectif AFC est doté au 1^{er} janvier 2004 d'une somme égale à la provision mathématique constituée au 31 décembre 2003 par la CARCO au titre de sa garantie du règlement de l'allocation de fin de carrière en vigueur à cette date, soit 4 091 830 €. Le montant du fonds collectif AFC est égal au 31 décembre de chaque année au solde des éléments suivants :</p> <p>Au crédit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant du fonds collectif AFC au 31 décembre précédent ; - les cotisations versées dans l'exercice en application de l'article 6 ci-après, nettes des frais de gestion fixés forfaitairement à 15 % des cotisations ; - 85 % des produits financiers nets de frais de gestion financière, sans que ce montant puisse être inférieur à la rémunération du fonds collectif AFC à un taux égal au taux fixé par l'article A.932-3-1 du code de la sécurité sociale pour les engagements de durée supérieure à 8 ans. <p>Au débit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prestations versées au cours de l'exercice en application de l'article 2 ci-dessus, et éventuellement les indemnités versées au cours de l'exercice en application de l'article 3 ci-dessus. 	<p>Le montant du fonds collectif AFC est égal au 31 décembre de chaque année au solde des éléments suivants :</p> <p>Au crédit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant du fonds collectif AFC au 31 décembre précédent ; - les cotisations versées dans l'exercice en application de l'article 6 ci-après, nettes des frais de gestion fixés forfaitairement à 10 % des cotisations ; - 85 % des produits financiers nets de frais de gestion financière, sans que ce montant puisse être inférieur à la rémunération du fonds collectif AFC à un taux égal au taux fixé par l'article A.932-3-1 du code de la sécurité sociale pour les engagements de durée supérieure à 8 ans. <p>Au débit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prestations versées au cours de l'exercice en application de l'article 2 ci-dessus, et éventuellement les indemnités versées au cours de l'exercice en application de l'article 3 ci-dessus.

Article 3

Les dispositions de l'article 6 « Cotisations » sont modifiées comme suit.

Il est ajouté après l'alinéa 2 les 2 alinéas suivants :

ANCIENNE RÉDACTION Article 6 « Cotisations »	NOUVELLE RÉDACTION Article 6 « Cotisations »
<p>La cotisation est calculée sur la rémunération brute servant de base à la déclaration des traitements et salaires fournis chaque trimestre par l'employeur à la CARCO en y ajoutant éventuellement la partie de salaire déclarée à une caisse de retraite des cadres.</p> <p>Le montant de la cotisation, à la charge de l'employeur, est fixé à 0,75 % du salaire défini à l'alinéa précédent.</p> <p>Le taux de cette cotisation peut être modifié sur décision de la chambre nationale des huissiers de justice sans que cette modification puisse entraîner une diminution de l'allocation telle que définie à l'article 2 ci-dessus. Lorsqu'elle modifie le taux de cotisation, la chambre nationale des huissiers de justice prend notamment en considération le rapport actuariel mentionné à l'article 7 ci-après.</p>	<p>La cotisation est calculée sur la rémunération brute servant de base à la déclaration des traitements et salaires fournis chaque trimestre par l'employeur à la CARCO en y ajoutant éventuellement la partie de salaire déclarée à une caisse de retraite des cadres.</p> <p>A ce jour, le montant de la cotisation, à la charge de l'employeur, est fixé à 0,75 % du salaire défini à l'alinéa précédent.</p> <p>A compter du 1^{er} juillet 2008, et pour une durée déterminée de 5 ans, il est institué une contribution supplémentaire de l'employeur à hauteur de 0,25 % du salaire défini à l'alinéa précédent.</p> <p>Il en résulte une cotisation pour la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2013 au taux de 1 %.</p> <p>Le taux de cette cotisation peut être modifié sur décision de la chambre nationale des huissiers de justice sans que cette modification puisse entraîner une diminution de l'allocation telle que définie à l'article 2 ci-dessus. Lorsqu'elle modifie le taux de cotisation, la chambre nationale des huissiers de justice prend notamment en considération le rapport actuariel mentionné à l'article 7 ci-après.</p>

Article 4

A partir du 1^{er} juillet 2008, la valeur du point est fixée à 5,01 € pour une durée légale du travail de 151,67 heures mensuelles. La grille suivante entre en vigueur à cette même date.

(En euros.)

CAT.	COEFF.	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT
1	262	Personnel d'entretien.	1 312,62
2	272	Personnel qui assure les travaux de bureau (photocopies, classement, affranchissement, accueil et autres tâches similaires). Appariteur – Coursier.	1 362,72

CAT.	COEFF.	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT
3	277	Secrétaire (BEP). Personnel capable de contrôler les mentions essentielles d'un acte, de le mettre en forme, de le régulariser (répertoire). Connaissance de la bureautique et du traitement de textes, accueil, prise de rendez-vous. Clerc significateur assermenté.	1 387,77
4	282	Clerc significateur titulaire du certificat de qualification professionnelle de clerc significateur délivré par l'Ecole nationale de procédure. Secrétaire, même poste que pour la catégorie 3, mais ayant obtenu le certificat de qualification professionnelle de secrétaire.	1 412,82
5	296	Clerc qui maîtrise la terminologie juridique, procède à l'ouverture des dossiers, assure le suivi des procédures et de la comptabilité des dossiers. Titulaire du master 1 en formation à l'Ecole nationale de procédure.	1 482,96
6	316	Clerc aux procédures titulaire du certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures délivré par l'Ecole nationale de procédure. Employé assurant la comptabilité des dossiers ainsi que celle de l'étude. Personnel titulaire de l'ancien diplôme du 2 ^e cycle de l'Ecole nationale de procédure.	1 583,16
7	333	Clerc aux procédures ayant plus de 2 ans d'expérience après l'obtention du certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures délivré par l'Ecole nationale de procédure, à quoi s'ajoutent des compétences particulières telles qu'être capable de recherches juridiques, de soutenir une argumentation juridique. Prise de titre, connaissance des procédures particulières, rôle de conseil auprès de la clientèle, ouverture des dossiers, comptabilité dossier, voire générale. Personnel titulaire de l'ancien examen de fin d'étude de l'Ecole nationale de procédure.	1 668,33

CAT.	COEFF.	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT
8	382	Clerc-expert titulaire du certificat de qualification professionnelle de clerc-expert délivré par l'Ecole nationale de procédure. Clerc habilité aux constats tel que défini par l'art. 1 ^{er} bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 modifié par la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 (décret n° 92-984 du 9 septembre 1992, modifié par décret n° 94-299 du 12 avril 1994).	1 913,82
9	540	Principal clerc : juriste qualifié remplissant les conditions pour être habilité aux constats, collaborateur direct du titulaire maîtrisant parfaitement la procédure civile, la comptabilité des dossiers ainsi que la gestion comptable, administrative, sociale et humaine de l'étude.	2 705,40
10	640	Principal clerc : même définition que ci-dessus, ayant au moins 10 d'expérience dans la fonction.	3 206,40

Fait à Paris, le 10 avril 2008.

(Suivent les signatures.)